



Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Habitat, logement et parcours résidentiels

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARIILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Laurent JAOUL, Isabelle MARSALA, Soune SERRE, Joël VERA

Habitat, logement et parcours résidentiels - Exercice de la compétence gestion du Fonds de Solidarité Logement (FSL) Métropolitain - Convention de continuité de gestion informatique avec le Département de l'Hérault du 1er janvier au 30 septembre 2020 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence Fonds de Solidarité Logement (FSL) sur son territoire depuis le 1^{er} janvier 2018, à la suite des transferts intervenus avec le Département.

La continuité de la qualité de service rendu aux bénéficiaires de ce dispositif nécessite le maintien du processus informatique de traitement et de gestion des demandes développé par l'administration départementale pour une durée transitoire d'un an supplémentaire par rapport à la convention initiale approuvée respectivement par les assemblées délibérantes de la Métropole et du Département de l'Hérault le 27 novembre 2017 et le 18 décembre 2017 et qui s'achève le 31 décembre 2019.

La présente convention définit les conditions de mise en œuvre de ces interventions pour la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2020.

Elle est circonscrite au seul périmètre du FSL, les dispositions techniques et financières relatives au transfert des routes départementales et concernant le maintien d'un logiciel d'édition automatique de courrier et d'un photocopieur, étant désormais caduques.

Elle demeure établie en application des articles L. 5217-7 et L. 5215-27 du Code général des collectivités territoriales et porte désormais sur les points suivants :

- pilotage, supervision, mise à jour des procédures et des interfaces du logiciel départemental de gestion globale du FSL mis à disposition de la Métropole ;
- maintenance du système métropolitain de traitement des données ;
- hébergement des logiciels et données, réalisation de requêtes, archivage électronique ;
- évolution des applications demandées par les deux parties ou la Métropole.

Les prestations de maintenance, de supervision et de contrôle ainsi que les demandes d'interventions spécifiques de la Métropole feront l'objet d'un titre annuel établi par le Département à l'attention de la Métropole, au plus tard le 31 mars 2021.

Seules les demandes d'évolution ou d'adaptation de la solution informatique effectuées à la demande de la Métropole et à son usage unique lui seront refacturées.

Le montant des prestations relevant de cette convention de continuité informatique de gestion du FSL est estimé à environ 9 500 € TTC pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 septembre 2020, hors demandes d'évolution et d'adaptations spécifiques.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- d'approuver la convention de continuité de gestion informatique avec le Département de l'Hérault pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 septembre 2020 ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930 ;
- d'autoriser Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-135342-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_continuite_transfert_FSLprolongation_201594991034319-1.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.